



Saint-Gaudens, le 3 novembre 2022

Monsieur le Directeur de la DREAL Occitanie
Direction des Risques Industriels
Département sol, sous-sol, éoliennes
520 allée Henri II de Montmorency
34064 Montpellier

N/Réf. : AF/D-JC/JF/220/2022

Affaire suivie par : Madame Johanna FABARON - 07.71.92.84.76

Objet : Avis du SCoT Pays Comminges Pyrénées portant sur le projet de Schéma Régional des Carrières d'Occitanie

Monsieur le Directeur,

L'article R.515-4 du code de l'environnement prévoit que les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés par les bassins de production des ressources minérales primaires d'origine terrestre soient saisis pour avis concernant les principales conditions d'élaboration du Schéma Régional des Carrières d'Occitanie (SRC). Cette consultation est également étendue aux structures porteuses des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT).

Le SRC définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région en application des dispositions tirées de l'article L.515-3 du Code de l'Environnement.

Selon l'ordonnance n°2020-745 du 17 juin 2020, les SCoT et en leur absence les plans locaux d'urbanisme sont compatibles avec le SRC.

Le PETR Pays Comminges Pyrénées, en tant que structure porteuse du SCoT Pays Comminges Pyrénées, approuvé le 4 juillet 2019, a bien reçu en date du 8 août 2022 le projet du SRC d'Occitanie.



Observations générales

Le SRC est une planification des besoins en matériaux à 12 ans qui vise à définir un bon approvisionnement du marché pour le BTP, l'industrie et la construction plus traditionnelle en pierre de taille ou ornementale.

Le SCoT Pays Comminges Pyrénées représente un territoire de 235 communes, 3 Communautés de Communes, pour un bassin de vie d'environ 80 000 habitants au sud du département de la Haute Garonne.

Le territoire est historiquement représenté par les activités de carrière et gravière, essentiellement orientées dans l'extraction de matériaux pour la construction et les travaux publics, et dans une moindre mesure dans les minéraux pour l'industrie.

Le Comminges est identifié dans la zone « Grand Ouest » du projet du SRC Occitanie. La diversité de ses gisements (espaces de piémont, vallée de la Garonne, coteaux nord, etc.) est à concilier avec la qualité et la diversité de ses paysages, vecteurs d'attractivité touristique et démographique.

La stratégie du SCoT Pays Comminges Pyrénées est ainsi de promouvoir l'exploitation durable des ressources naturelles en conciliant la diversité des usages présents sur le territoire. Il est donc nécessaire d'accompagner les activités de carrières et gravières dans un projet durable de développement, préservant les capacités foncières agricoles et forestières du territoire, sa qualité paysagère et sa richesse environnementale.

Observations sur l'évolution des besoins en granulats

Les besoins en granulats au regard du dynamisme de la région Occitanie sont évidents. Néanmoins, il est nécessaire de s'interroger sur la pertinence de certains « grands projets » retenus dans la modélisation des besoins en granulats dans le SRC d'Occitanie.

En effet, 6 « grands projets » ont été retenus pour affirmer les besoins en matériaux dans le SRC d'Occitanie. Parmi ces 6 « grands projets », certains peuvent interpeller et mériteraient d'avoir une acceptabilité politique à l'échelle régionale : projets LGV, extension portuaire, doublement autoroutier, etc.

La réalisation de ces projets engendrera de grands besoins en matériaux et en conséquence, un développement de l'activité de carrières et gravières sur des territoires qui ne sont pas directement concernés par ces « grands projets », tels qu'identifiés dans le SRC.



Une concertation politique avec les territoires (SCoT, EPCI) à l'échelle régionale aurait été souhaitable pour définir et caractériser l'intérêt général de ces « grands projets » et ainsi justifier les besoins en granulats dans le SRC d'Occitanie.

Observations sur la création / le renouvellement / l'extension des carrières et le respect des zones à enjeux environnementaux

Le SRC autorise le renouvellement et l'extension de carrières existantes mais également la création de nouvelles carrières, en fonction des enjeux locaux présentés dans l'état des lieux et rappelés dans les orientations.

Cependant, il conviendrait de mieux préciser la nature des enjeux concernant les zones de niveau 2 et 3, et notamment le périmètre des Trames Vertes et Bleues (TBV) identifiées dans les SCoT et PLU qui feront uniquement l'objet de précautions particulières en lien avec les gestionnaires des protections ou espaces concernés, que nous pouvons retrouver sous la séquence Éviter Réduire Compenser. L'objectif 3.1 *« propose un rappel de la réglementation en vigueur sur les zones à enjeux écologiques et recommande la prise en compte de ces secteurs à enjeux dans la cadre des projets de carrières. S'il n'apporte pas de nouvelle restriction en tant que telle, cet objectif facilite la compréhension et la bonne prise en compte de la réglementation par les maîtres d'ouvrage. Il suppose donc une incidence positive directe sur les enjeux « eau », « biodiversité » et « paysage », mais aussi sur l'industrie des carrières »*. A la lecture de cet objectif, aucune mesure coercitive n'est présente, cela relève de la simple pédagogie.

Or, il conviendrait de définir plus précisément la nature des « enjeux environnementaux » telle que définie dans l'objectif 3.1 du SRC car il est à constater que la très grande majorité de l'armature environnementale du territoire en est exclue, notamment le périmètre des Trames Vertes et Bleues (TVB) identifiées dans les SCoT et PLU.

Les TVB sont élaborées dans les documents d'urbanisme en concertation avec nos partenaires institutionnels, la société civile, les collectivités concernées et l'ensemble de nos élus. Elles permettent d'identifier et de réglementer les usages au sein d'espaces à forte valeur écologique tout en préservant leurs fonctionnalités : réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, puits de carbone, enjeux paysagers, touristiques, attractivité territoriale, etc.

L'étude d'impact d'un projet peut donc être décorrélée de l'enjeu réel d'un territoire. Le manque de prescriptions et de conditionnalités du SRC pour les zones 2 et 3 est une limite majeure à la cohérence de ce dernier envers les autres politiques publiques menées sur le territoire : SCoT, PLUI, PLU, Projet de PNR, Trame Verte et Bleue, PCAET, Charte paysagère, stratégie touristique, etc.



Les possibilités affichées dans le SRC au sein de ces espaces posent donc une problématique majeure de compréhension et de crédibilité de nos politiques publiques pour nos concitoyens et acteurs locaux.

Observations sur la préservation de la biodiversité

Le SRC encourage les exploitants à mettre en place un suivi écologique systématique pour toute nouvelle carrière, ou pour le renouvellement / l'extension d'une carrière existante en zone à enjeu de niveau 2 et 3 (mesure 3.5.1).

L'ensemble des mesures relevant d'une volonté de préserver la biodiversité réside donc sur la simple notion de prise en compte dans le SRC (plus faible degré juridique). Cette volonté est avant tout pédagogique. Il n'y a donc aucune prescription ou conditionnalité significative ou minimale pour renforcer la préservation de la biodiversité lors d'un projet de carrière. L'étude d'impact ne peut pas être la seule garante du respect de la biodiversité lors d'un projet de carrière.

Le SRC doit être ambitieux et doit définir des mesures de protection et de compensation minimales et obligatoires afin de mieux concilier les projets de carrière et la biodiversité.

Observations sur l'accès aux gisements de granulats d'intérêt particulier

Le SRC tend à assurer un accès aux gisements de granulats d'intérêt particulier. Pour ce faire, leurs accès doivent être préversés dans les documents d'urbanisme (SCoT, PLU).

Le SRC doit définir la notion de granulats « d'intérêt particulier » et spatialiser ces gisements pour que les collectivités concernées puissent les intégrer dans leurs stratégies d'aménagement (SCoT, PLU) ; d'autant plus que 125 sites du réseau Natura 2000 (zone de niveau 3) sont concernés par ces gisements.

Par ailleurs, le SRC favorise l'exploitation de certaines ressources qualifiées comme rares, sans prendre en compte le caractère non renouvelable de ces dernières. Afin de pouvoir préserver tous les enjeux, il souhaitable que le SRC conditionne le prélèvement ce type de granulats car son caractère non renouvelable pourrait vite trouver des limites.



Observations sur la gestion des déchets de chantier

La formation et l'information sur les responsabilités juridiques en matière de gestion des déchets de chantier demeurent essentielles. La sensibilisation sur l'utilisation des matériaux issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage doit être une action majeure.

Le SRC doit rappeler le cadre réglementaire et surtout définir les moyens et outils à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif.

Observations sur le développement des plateformes de recyclage

La valorisation des ressources secondaires est un des points stratégiques du SRC pour aller vers une utilisation rationnelle et économe de la ressource primaire. Le SRC définit la nécessité de prévoir l'espace foncier nécessaire au fonctionnement et à l'accueil des plateformes de recyclage sur des espaces déjà artificialisés (plateformes logistiques de matériaux, installations déjà autorisées pour le recyclage, etc.).

Le SRC doit, en ce sens, définir le rayonnement nécessaire à l'approvisionnement en ressources secondaires pour que les documents d'urbanisme puissent en conséquence anticiper et spatialiser l'espace nécessaire au bon fonctionnement des plateformes de recyclage.

Observations sur la préservation de l'agriculture et la sylviculture

Lorsqu'un projet de carrière est envisagé sur un secteur à très fort enjeu agricole ou sylvicole, le SRC renvoie à la nécessité de prendre en compte cet enjeu dans l'étude d'impact.

Le SRC définit la nécessité d'évaluer la consommation des espaces agricoles liée aux projets de carrières ; maintenir les activités agricoles autant que possible et mettre en place une remise en état pour un retour rapide à l'agriculture.

La volonté de préserver l'agriculture et la sylviculture est donc affirmée dans le SRC. Cependant, l'ensemble des mesures relèvent de la simple prise en compte. Il n'y a aucune prescription significative pour préserver cette activité lors d'un projet de carrière, même en présence d'un site à très fort enjeux. Le SRC doit, dès à présent, définir les obligations d'évaluation de la consommation des espaces agricoles et de la remise en état à l'issue d'un projet d'exploitation.



Par ailleurs, le SRC se doit de sensibiliser les exploitants de carrière à la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 sur la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF), mais également sur les objectifs futurs de la loi relatifs à la Zéro Artificialisation Nette (ZAN) ; d'autant plus que l'artificialisation des sols est la première cause de réduction des espaces agricoles.

Observations sur l'intégration des carrières dans le paysage

Le SRC tend à s'appuyer sur les guides existants pour assurer une insertion paysagère des projets. Il vise à anticiper et mettre en place, lorsque cela est possible, une remise en état ou un réaménagement pour favoriser l'intégration paysagère des carrières.

L'ensemble des mesures visant à intégrer les carrières dans le paysage relèvent donc de la simple prise en compte / pédagogie. Il n'y a aucune prescription significative pour renforcer l'intégration des carrières dans le paysage pour les carriers.

Le SRC doit rendre obligatoire le recours à un paysagiste pour assurer une remise en état ou un réaménagement cohérent d'un site en fin d'exploitation. Il se doit d'être plus ambitieux sur la reconversion des sites en fin d'exploitation en définissant un minimum de règles acceptables pour tous les projets (retraitement végétal du site, insertion paysagère en périphérie, etc).

Observations sur la stratégie Éviter – Réduire – Compenser

La stratégie ERC (Éviter – Réduire – Compenser) n'est pas réellement développée dans le SRC. Elle devrait pourtant être au cœur de la stratégie de ce dernier afin de mieux concilier les besoins de l'activité et les enjeux transversaux des territoires (agriculture, sylviculture, qualité paysagère, préservation de la biodiversité, gestion foncière, extraction durable des matériaux, etc.). Cette stratégie ERC est d'autant plus indispensable qu'elle sert de base de réflexion dans les stratégies d'aménagement des territoires, notamment lors de l'élaboration / modification des documents d'urbanisme (SCoT, PLUI, PLU).

En ce sens, le SRC doit définir les obligations liées à l'« Évitement » d'un projet de carrière pour ne pas favoriser des projets priorisant la compensation, puis la réduction avant de penser à éviter les zones à forts enjeux.



Observations sur la stratégie de concertation

Le SRC doit affirmer les règles de la concertation en amont des projets, notamment concernant le choix des futurs sites d'exploitation et leurs reconversions. Les collectivités et acteurs locaux concernés doivent pouvoir échanger et définir la stratégie ERC la plus pertinente, les études d'impact, définir le rôle et la composition du comité de suivi, etc. Le SRC d'Occitanie doit être plus ambitieux sur le volet de la concertation afin de mieux conforter l'activité des carrières avec l'ensemble des enjeux du territoire.

Mes services se tiennent à votre entière disposition pour tout complément d'information.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

François ARCANGELI

Président du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
Pays Comminges Pyrénées